



27 NOVEMBRE 5@7

CONSOMMER 100 % LOCAL PENDANT 100 JOURS

Une expérience à découvrir avec Stéphanie Dufresne
Échange et dégustation de produits locaux

Coueurs des Champs, 67 boulevard Sainte-Madeleine, Trois-Rivières
Réservations avant le 21 novembre - 819 841-4135 (places limitées)



GRATUIT

MENSUEL 15 000 EXEMPLAIRES
NOVEMBRE 2018 - VOLUME 34 - NUMÉRO 2
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun



DOSSIER SPÉCIAL

ALIMENTATION ET ÉCONOMIE

PAGES 11 À 15

CRÉDITS: DOMINIC BÉRUBÉ - KIOSQUE DE LA CHOUETTE LAPONE

OPINION

Changement
de cap à la
DPJ ?



PAGE 2

ÉCONOMIE

Vers la
disparition de
l'argent liquide ?



PAGE 4

SOCIÉTÉ

Consommer
autrement :
une corvée ?



PAGE 3



Changement de cap à la DPJ ?

Le Devoir nous informait récemment de la hausse constante des cas de maltraitance signalés à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ). Pour l'ensemble du Québec la dernière augmentation a fait un bond de 5,8 % en comparaison des taux observés en 2016-2017. Dans la foulée, ici en Mauricie et au Centre-du-Québec, on attendait toujours les conclusions d'une enquête de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse visant à faire la lumière sur les services offerts aux enfants placés en famille d'accueil. Et tout récemment, la DPJ de la région était accusée de négligence institutionnelle par la juge Marie-Josée Ménard concernant des enfants laissés malgré eux dans une famille dite dysfonctionnelle et toxique.

RÉAL BOISVERT

C'est dire à quel point on avait hâte de prendre connaissance du bilan du nouveau directeur de la DPJ de la Mauricie et du Centre-du-Québec, Pierre Levasseur. On en retient notamment qu'il a rendu hommage aux intervenants d'ici qui, dit-il, accomplissent jour après jour de petits

miracles auprès des jeunes. Quant au cas de négligence institutionnelle dont la DPJ est accusée, il s'agirait selon lui d'une situation qui serait passée entre les mailles du filet... Un peu court tout ça, non ?

Un mot d'abord sur les intervenants. Oui ils accomplissent des miracles. Mais à quel prix, pourrait-on se demander. Car les professionnels de la DPJ n'évoluent pas dans un monde ordinaire. Ils sont les témoins au quotidien de la violence et des séquelles engendrées par les abus, par la négligence, par la détresse humaine et sociale. Ils côtoient à la journée longue une souffrance humaine engendrée en grande partie par la pauvreté, un phénomène sur lequel ils n'ont pas d'emprise. On pourrait même avancer qu'ils sont trop souvent lancés au combat avec des moyens qui les vouent à l'échec. On ne s'étonnera donc pas du fait que, selon les données

les plus récentes, les cas d'épuisement professionnel soient à la hausse. Cela étant, pourrait-on faire en sorte que la charge de travail des intervenants en protection de la jeunesse ne relève pas de la cour des miracles mais d'une logique organisationnelle appuyée par des ressources adéquates et un fonctionnement efficient ?

On pourrait même avancer qu'ils sont trop souvent lancés au combat avec des moyens qui les vouent à l'échec.

Petit retour maintenant sur les mailles du filet de la protection jeunesse. Comment ne pas se rappeler que les DPJ ont subi des compressions de 20 millions \$ en 2014-2015 et cela en dépit de l'augmentation des cas de signalements. Cette mesure n'a rien pour resserrer les mailles du filet, laissant filer non pas

un cas par-ci, par-là mais échappant probablement des dizaines de jeunes et n'arrivant pas à fournir tous les services nécessaires à des centaines d'autres.

Dans ce contexte, il n'est pas trop tôt pour interpeler vivement la nouvelle députée de Champlain, Sonia Lebel, qui s'est permis quelques sorties bien appuyées contre la DPJ de la région durant la campagne électorale. Elle serait bien avisée d'informer le Premier ministre que la priorité du gouvernement ne devrait pas être de baisser les impôts – ce qui ne donne pas une « cenne » de plus aux plus démunis – mais bien d'augmenter les budgets destinés à la prévention en matière de protection de la jeunesse tout en mettant en place des politiques publiques résolument destinées à lutter contre la pauvreté et à réduire les inégalités socio-économiques. 9

CHIFFRE
DU MOIS

15

L'équivalent de 15G\$
de recettes fiscales ont
été perdues au Québec
sur la période allant de
2000 à 2015 en raison
des baisses d'impôts
des gouvernements
successifs.

Source : IRIS

SOMMAIRE

SOCIÉTÉ : PAGE 3

HISTOIRE : PAGE 3

ÉCONOMIE :PAGE 4

CAP SUR L'INNOVATION
SOCIALE : PAGE 4

ENVIRONNEMENT : PAGE 5

SEMAINE NATIONALE DES
PROCHES AIDANTS D'AÎNÉS :
PAGE 6

CULTURE : PAGE 7

GRANDS ENJEUX : PAGES 8-9

VOIR LE MONDE...
AUTREMENT : PAGE 10

DOSSIER ALIMENTATION
ET ÉCONOMIE : PAGES 11-15

LUDIQUE : PAGE 15

La Gazette de la Mauricie,
c'est VOTRE journal.

Faites-nous parvenir vos
commentaires et propositions.



RÉPONSES MOTS-CROISÉS
HORIZONTALEMENT: 2 RUCHES, 5 BIOLOGIQUES, 6 LOCAL, 9 ÉLECTRONIQUE, 11 ALZHEIMER, 12 DUMPING, 13 LABORATOIRE, 14 COOPÉRATIVES, 15 IMPUISSANCE.
VERTICALEMENT: 1 URBAINE, 3 SOLAIRE, 4 TOMATE, 7 CONSOMMATION, 8 RÉPARATION, 10 USINAGE, 12 DENRÉES.

lagazette

de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Tél.: 819 841-4135

www.gazettemauricie.com

facebook.com/lagazettedelamauricie

@GazetteMauricie

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Président : Louis-Serge Gill
Directeur : Steven Roy Cullen
Conception graphique
et infographie : Martin Rinfret

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Consommer autrement : une corvée ?



L'automne prochain, j'ai déjà inscrit à mon agenda l'organisation d'une journée de cuisine pour transformer les légumes du jardin. Effectivement, devant le « tout va trop vite », la facilité d'acheter et de jeter lorsque l'on n'a pas le temps de transformer les trop nombreuses tomates de notre jardin ou que l'on ne sait pas comment réparer tel ou tel objet, la mise en commun des ressources apparaît comme une solution efficace et durable.

CAROL-ANN ROUILLARD

Des initiatives comme les café-réparations qui s'est tenu dans la région de Maskinongé s'inscrivent parfaitement dans cette veine. Un objet brisé ramasse la poussière à la maison depuis quelque temps ? Pas de problème ! Des bénévoles sur place ont mis à profit leurs compétences pour réparer toutes sortes d'objets et de vêtements. Un bel exemple concret d'économie sociale et de développement durable.

D'autres initiatives s'inscrivent également dans cette optique : les cuisines collectives, les soirées d'échange de vêtements que l'on ne porte plus, etc.

Ces actions menées par la communauté sont également une façon agréable et sympathique de faire un pied de nez au capitalisme et de montrer que nous ne travaillons pas seulement dans l'unique objectif d'acheter : nous changeons nos habitudes et notre identité en tant que consommatrices et consommateurs.

Il faut bien sûr y consacrer du temps et de la planification. Il faut des bénévoles disponibles et des citoyennes et des citoyens qui s'organisent pour s'y rendre parce qu'ils jugent que c'est important.

Soyons honnêtes, nous avons des tonnes d'objets en attente d'être réparés ou de longues listes de corvées à faire. Et trop souvent, il nous faut un catalyseur pour nous y mettre.

Alors pourquoi ne pas envisager ce genre d'initiatives sociales qui ont une grande valeur ? Les bénéfices sont nombreux : au-delà des simples économies générées par la réutilisation, il y a le renforcement du tissu social, la création de liens et d'amitiés, la connaissance résultant du transfert de savoir, pour ne nommer que ceux-là.

C'est aussi et surtout une bonne manière de réaliser un changement social pour l'environnement.

Qu'est-ce qu'on fait demain ? 



Les café-réparations comme celui organisé au mois de septembre à Saint-Étienne-des-Grès sont des initiatives qui favorisent une baisse de notre consommation.

La shop à réparer

Apportez vos objets brisés !

- Vendredi 23 novembre, 14 h à 19 h
- Maison de la solidarité
- Cafétéria
- 1060, rue St-François-Xavier, Trois-Rivières

organisé par  en partenariat avec  

Gratuit ! Ouvert à tous.

HISTOIRE

Le marché public de Trois-Rivières



À l'occasion du dossier spécial de la *Gazette de la Mauricie* sur l'alimentation et l'économie, jetons un coup d'œil sur un pan de notre belle histoire trifluvienne.

JEAN-FRANÇOIS VEILLEUX

« Centre de la vie publique », « principal marché d'alimentation des Trifluviens », « lieu de rassemblement commercial, mais aussi social, politique et culturel », c'est ainsi qu'on a décrit l'importante dynamique du marché public autour de la zone portuaire. Fondé au début du 18^e siècle, ce marché public, appelé « marché aux denrées », a d'abord été situé sur les rives du fleuve, près de la rue Saint-Louis. Il sera ensuite relocalisé à la place d'Armes en 1722, puis sur la rue des Forges en 1762.

Dès 1803, il se fixe définitivement sur la rue des Forges à l'angle de l'actuelle rue Badaux. À l'automne 1846, on ajoute un second étage au bâtiment principal, où se tiendront les séances du conseil municipal et quelques concerts. Devenu un enjeu aux élections de juillet 1868, le bâtiment, alors vétuste, que l'on désigne couramment « l'hôtel de ville », est démoli pour faire place à un édifice en brique beaucoup plus vaste (150 pieds par 50 pieds). À la fin du 19^e siècle, on l'utilise pour des rassemblements politiques et des activités sociales, entre autres celles organisées par l'Institut littéraire de Trois-Rivières (1865). Au

début des années 1900, comme la salle du marché est l'une des plus grandes salles publiques de la ville, l'endroit sert aussi pour des matchs de lutte et de boxe ainsi que pour l'Union musicale.

Détruit par le gigantesque incendie de juin 1908, mais aussitôt reconstruit, le pavillon du marché sera finalement démoli en 1963 pour faire place au magasin Pollack, l'actuel édifice Place La Mauricie, qui abrite notamment Radio-Canada. En 1961, on réaménage le marché public trifluvien le long de la rue Saint-Philippe, entre les rues Saint-Roch et Saint-Georges, à la place du grand marché à bois et à foin qui s'y tenait auparavant.

En 1984, alors que le marché aux denrées compte au moins 48 marchands, l'Association des marchands de ce marché offre à la Ville de Trois-Rivières de devenir propriétaire des lieux pour seulement un dollar, mais le Conseil refuse. Le terrain sera finalement acquis quelques années plus tard par la firme Pomerleau, qui y fera construire le complexe formé du centre des congrès, de l'hôtel Delta et de la résidence La Sittelle. Si certains marchands de viandes, fruits et légumes s'installent pendant quelque



Deuxième marché aux denrées de Trois-Rivières. 1894.

CRÉDITS : CENTRE INTERUNIVERSITAIRE D'ÉTUDES QUÉBÉCOISES, COLLECTION RENÉ-HARDY, FONDS TROIS-RIVIÈRES, SÉRIE FRANÇOIS LAJOIE, TR_F_LAJJOIE_181

temps au rez-de-chaussée de l'édifice baptisé Cité Champlain, les autres s'implantent ailleurs, par exemple au marché Godefroy à Bécancour.

Le marché public trifluvien est aujourd'hui complètement disparu, et toutes les tentatives menées depuis trente ans pour ramener les producteurs au centre-ville ont malheureusement échoué. En 2013, la Société de développement commercial de Trois-Rivières

a proposé un projet d'une valeur de 100 000 dollars visant la réouverture d'un marché de proximité, mais sans succès. En 2016, le promoteur immobilier Jean-Claude Fortin a présenté à la Ville un projet pour transformer en marché le hangar no 1, encore en vain. 

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

Vers la disparition de l'argent liquide ?



Alors que le paiement électronique est accessible presque partout, certains se demandent quelle est l'utilité de l'argent liquide. Les banques voient d'un bon œil la fin de l'argent liquide, car cela permettrait d'en finir avec les succursales et les distributeurs de billets (guichets automatiques) qu'elles jugent coûteux. Desjardins prévoit même fermer tous ses guichets automatiques d'ici dix ans. L'argent liquide devrait donc entièrement céder sa place aux transactions électroniques, que ce soit par carte de débit ou de crédit, ou toutes autres formes de paiement électronique. Qu'en est-il au juste ?

ALAIN DUMAS

À l'heure actuelle, 85 % des achats se font en argent liquide dans le monde, car la moitié de la population mondiale ne possède pas de comptes bancaires et n'a pas accès à Internet. Les populations sont partagées sur la préférence des modes de paiement. Les Allemands, les Japonais et les Suisses préfèrent l'argent liquide dans une proportion de 70 %. À l'inverse, les scandinaves sont devenus les plus grands adeptes du paiement électronique; les Suédois règlent à peine 5 % de leurs achats en argent comptant. Au Québec, on se situe entre ces deux extrêmes, mais les paiements par cartes de crédit et cartes prépayées sont en nette progression, avec plus du tiers des transactions.

LE POUR ET LE CONTRE

Le principal argument en faveur de la suppression de l'argent liquide est son coût élevé, nous dit-on. La Banque du

Canada doit par exemple assumer les coûts de fabrication des billets et des pièces. S'ajoutent les coûts de transport de l'argent liquide vers les banques commerciales, lesquelles supportent les coûts de distribution des billets à leurs clients (via les succursales et les guichets automatiques). Pour les commerçants et les consommateurs, ces coûts se calculent en temps et en frais de retrait bancaire.

Certains affirment que l'élimination de l'argent liquide permettrait d'éliminer l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent. D'autres rétorquent que la fin de l'argent liquide n'empêchera pas les fraudeurs et les réseaux criminels de prospérer, car ils pourront toujours utiliser les transferts électroniques cryptés via les paradis fiscaux.

D'autres voient dans le maintien de l'argent liquide un moyen sûr de faire

des transactions en cas de panne informatique ou d'imprévu, raison pour laquelle les Canadiens conservent en moyenne 85 \$ en argent liquide à la maison.

Là où la fin de l'argent est la plus redoutée, c'est qu'elle permettrait aux banques centrales d'appliquer des taux d'intérêt négatifs, pénalisant les ménages qui détiennent une épargne dans un compte bancaire. Aujourd'hui, une telle éventualité n'inquiète personne, car il suffirait de retirer son argent des banques. Or, la suppression de l'argent liquide permettrait d'éviter cet écueil, car la monnaie resterait prisonnière des banques.

L'autre source d'inquiétude concerne les traces de la vie privée que laissent les transactions électroniques. L'entrée en scène des géants du numérique, appelés GAFÀ (Google, Amazon,

Facebook et Apple), dans le service du paiement électronique a de quoi inquiéter. On se rappellera de l'affaire Cambridge Analytica, cette entreprise d'influence politique qui avait réussi à récupérer les données personnelles de 87 millions d'utilisateurs de Facebook sans leur consentement.

Que l'on soit pour ou contre la fin de l'argent liquide, une question demeure : ne risque-t-elle pas d'exclure certaines catégories de personnes qui n'ont pas accès à Internet, ou qui éprouvent des difficultés à accéder aux modes de paiement électronique ? Pourquoi ne pas laisser aux gens la possibilité de choisir librement leur mode de paiement ? 

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

CAP SUR L'INNOVATION SOCIALE

La Gazette de la Mauricie, en collaboration avec et la Caisse d'économie solidaire Desjardins et différents partenaires régionaux, vous présente la série Cap sur l'innovation sociale. Dans chacune de nos parutions jusqu'en juin 2019, nous mettrons en lumière un projet ou une initiative entrepreneuriale répondant de façon originale à un besoin de notre collectivité. Il s'agit de neuf articles qui accompagnent autant de capsules vidéo diffusées sur notre site gazettemauricie.com. Voici le deuxième reportage de la série. Celui-ci est réalisé en collaboration avec le Pôle d'économie sociale de la Mauricie.



La muséologie autrement

Dès janvier 2019, le musée POP, en partenariat avec le DigiHub, sera pionnier de MuséoLAB, un projet qui se veut un espace test de prototypes pour de l'innovation en muséologie numérique.

VIRGINIE LESSARD

Le musée POP et la plupart des institutions muséales doivent continuellement se renouveler pour garder l'intérêt des visiteurs. Les musées ont pour objectifs de conserver et mettre en valeur des collections d'œuvres d'art, de biens culturels, scientifiques ou techniques. Leur mission d'éducation populaire ne peut se réaliser que s'ils réussissent à attirer leur public. Mais comment faire pour interpeller la communauté dans un monde 2.0? Les acteurs du projet MuséoLAB ont étudié la question.

LA GENÈSE DU PROJET

Dans le cadre d'un processus de

travail collaboratif, 25 personnes œuvrant dans les domaines muséaux, patrimoniaux et culturels ainsi que des personnes concernées par l'avenir du musée POP se sont réunies pour évaluer comment les technologies numériques développées et utilisées par les entreprises du DigiHub pouvaient contribuer à bonifier l'expérience des visiteurs. Au cours d'une journée de collaboration, ces personnes ont analysé les enjeux et les défis auxquels est confronté le musée POP et proposé différentes avenues de réflexion. L'augmentation de la fréquentation, l'attractivité et la pertinence des expositions figurent parmi les enjeux discutés.

À QUOI PEUT-ON S'ATTENDRE?

Dès janvier 2019, le MuséoLAB accueillera les premiers prototypes développés par les entreprises du DigiHub. Il agira comme un laboratoire « vivant » (*Living Lab*) et permettra ainsi d'évaluer les technologies numériques dans un contexte muséal et d'optimiser l'expérience du visiteur.

Le MuséoLAB est le premier concept de ce genre à être développé dans une institution à vocation culturelle au Québec. « Notre motivation avec le MuséoLAB, c'est de sortir des frontières et de faire bénéficier le plus de gens possible de cette innovation. Nous souhaitons attirer les visiteurs,

mais aussi créer des liens avec d'autres établissements et les inviter à s'inspirer de nos réalisations », souligne Valérie Therrien, directrice générale du Musée POP.

Les entreprises spécialisées du DigiHub, quant à elles, se donnent comme mission de transformer complètement l'expérience muséale par la réalité augmentée et virtuelle, par des projections 2D et 3D, par de l'interactivité avec des applications mobiles et par plusieurs nouvelles technologies numériques.

Alors, êtes-vous prêts pour le musée du futur ? 

Grâce à l'épargne de ses **15 000 membres**, la Caisse d'économie solidaire **investit 550 millions de dollars** en économie sociale au Québec.

Imaginez si nous étions 30 000 !

Joignez le mouvement

CAISSE. D'ÉCONOMIE. SOLIDAIRE.

**caissesolidaire.coop
1 877 647-1527**

FAB 3R, l'usine inspirante



De récentes données du World Resources Institute révélaient que le Canada est le pays qui génère le plus de CO₂ par habitant. Alors que la moyenne mondiale se situe à 6,7 tonnes, les Canadiens émettent 24,4 tonnes par personne annuellement, un résultat qui s'explique principalement par l'exploitation des sables bitumineux.

LAURÉANNE DANEAU

DIRECTRICE, ENVIRONNEMENT MAURICIE

Dans un contexte où les industries sont responsables de 30 % des émissions de gaz à effet de serre, une usine manufacturière qui embrasse le développement durable comme le fait si bien FAB 3R doit en inspirer d'autres.

LES MURS NOIRS

Imposante et mystérieuse le long du boulevard du Saint-Maurice à Trois-Rivières, l'usine FAB 3R marque le décor par ses murs extérieurs noirs. Il s'agit en fait de murs solaires installés en 2010 par les propriétaires (GL&V à l'époque) soucieux d'améliorer l'efficacité énergétique de la bâtisse. Un pari réussi, car non seulement la facture annuelle de chauffage de 750 000 \$ est réduite de moitié, mais en plus cette mesure permet d'éviter l'émission de 170 000 tonnes de CO₂ dans l'atmosphère.

L'investissement en vaut la peine : il s'est rentabilisé au bout d'un an et demi. La direction de FAB 3R souhaite maintenant aller plus loin et construire deux autres murs solaires d'ici 2020.

AMI DES ABEILLES

Le triste sort des abeilles fait les manchettes chaque année dû au déclin des populations mondiales et à leur rôle indispensable de pollinisateur. Un manufacturier spécialisé dans l'usinage et la fabrication d'équipements lourds peut-il réellement rendre service à la biodiversité ? Certainement, comme en témoigne les vingt ruches hébergées sur le site de FAB 3R et gérées par l'apiculteur Raphaël Fort qui produit les Miels des 3 Rivières. Le lieu offre un espace libre de concurrence pour les abeilles sur un rayon de 15 kilomètres à proximité des parterres fleuris de Trois-Rivières sur St-Laurent. De plus, les ruches se trouvent sur un site sécurisé, à l'abri des voleurs.

PROCHE DE LA COMMUNAUTÉ

Pour Yves Lacroix, Martin Magny et Chantal Rochette, les trois actionnaires qui ont acheté la division Fabrication de GL&V pour créer FAB 3R en 2013, le développement durable doit être pris en compte dans chaque décision. Cette approche s'articule notamment par une priorité accordée à l'achat local afin de soutenir les entreprises de la région.



CRÉDITS : GRACIEUSE FAB 3R

Par ses investissements au cours des dernières années, FAB 3R démontre qu'entreprendre le virage vert peut être payant. Sur la photo : Yves Lacroix, Chantal Rochette et Martin Magny, les trois actionnaires de FAB 3R.

Également, en plus des commandites octroyées au milieu chaque année, les dirigeants de FAB 3R siègent sur de nombreux conseils d'administration. À ce titre, Martin Magny assure la présidence de Roulons VERT, alors qu'il a occupé pareille fonction pendant plusieurs années à la Fondation Trois-Rivières pour un Développement durable. FAB 3R a aussi appuyé plusieurs opérations de nettoyage des quartiers,

pilotés par l'ancienne conseillère municipale et coordonnatrice chez COMSEP, Sylvie Tardif, de même que le projet des Vélos de quartiers.

L'exemple de FAB 3R illustre par ses multiples actions comment le secteur industriel a un rôle majeur à assumer dans le développement durable de la société, et comment certains réussissent à jouer ce rôle avec brio. 📸



TOURNÉE 2018

« UN RÉSEAU EN ACTION PARTOUT, POUR TOUS! »

31 oct. LANCEMENT DE LA CAPSULE CAP SUR L'INNOVATION SOCIALE
La Gazette, Réseaux sociaux

08 DÎNER-CONFÉRENCE
Maison La Tradition, Saint-Mathieu-du-Parc

12 LANCEMENT DE LA COOPÉRATIVE ÉTUDIANTE
Collège de Shawinigan

15 ATELIER SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE
Carrefour d'entrepreneuriat et d'innovation, Université du Québec à Trois-Rivières

16 LABORATOIRE EN INNOVATION SOCIALE /LAB04
Centre d'événements et de congrès interactifs de Trois-Rivières

26 FINANCEMENT DES PROJETS TOURISTIQUES
Salon des Présidents, Festival Western de St-Tite



Pôle d'économie sociale de la Mauricie

Pour la programmation complète et inscription, visitez notre site web au www.economiesocialemauricie.ca et notre page Facebook!

PROCHE AIDANCE EN CONTEXTE DE SANTÉ MENTALE

Apprivoiser le sentiment d'impuissance

Accompagner une personne qui vit avec un problème de santé mentale fait passer par toutes sortes d'émotions et de sentiments. Parmi les plus difficiles à vivre se trouve l'impuissance. En effet, on peut parfois avoir l'impression d'avoir tout essayé pour aider la personne atteinte à aller mieux, d'avoir mis en pratique les conseils reçus, d'avoir été patient... et d'avoir échoué.

MARIANNE CORNU
GESTIONNAIRE DU PROJET « PROCHE EN TOUT TEMPS » ET DIRECTRICE GÉNÉRALE DU GYROSCOPE DU BASSIN DE MASKINONGÉ

Que ce soit un de nos parents ou grands-parents ou encore notre conjoint qui ait un trouble de santé mentale, nous voudrions que cette personne se sente bien, qu'elle accepte les soins, qu'elle suive les recommandations du médecin ou d'autres intervenants, qu'elle se nourrisse adéquatement, qu'elle ait des activités. Nous voudrions également éviter les rechutes, les prises de bec, la dégradation de son état, etc.

De plus, pour certains aidants, des changements relatifs aux symptômes de la maladie de leur proche vieillissant sont difficiles à comprendre. Par exemple, pour les personnes vivant avec la schizophrénie, les idées délirantes ou les hallucinations ont tendance à diminuer avec l'âge, mais la difficulté à entretenir des relations sociales, l'apathie ou la tendance au négativisme, qui sont des caractéristiques de la maladie, vont souvent s'accroître ou devenir plus fréquentes. Pour l'aidant qui n'en est pas informé, cela peut être très frustrant.

Un élément est pourtant central lorsqu'on aide une personne ayant un trouble

de santé mentale, quel que soit son âge : il est impossible de tout contrôler. Aucun membre de l'entourage ne pourra guérir son proche ou résoudre tous ses problèmes. C'est là que le lâcher-prise devient nécessaire.

Pour Nicole Bordeleau, maître en yoga et méditation, auteure et conférencière, « lâcher prise, c'est relâcher notre emprise sur les choses pour leur permettre d'apparaître telles qu'elles sont et non pas telles qu'on voudrait qu'elles soient ». Il ne s'agit pas de baisser les bras, d'abandonner, mais plutôt d'apprivoiser le sentiment d'impuissance, d'accepter que certaines choses ne sont pas de notre ressort et que tout ne se passe pas toujours comme on le souhaiterait.

Plutôt que de s'agripper à nos émotions ressenties comme négatives et de s'acharner à vouloir tout contrôler, si nous acceptons notre impuissance là où nous le constatons et que nous axions notre aide sur ce qui fonctionne ? Par exemple, si notre proche aime regarder un film avec nous, que cela le calme et le détend, alors cette option est précieuse en soi !

Évidemment, il ne s'agit pas d'accepter l'inacceptable. On ne laissera pas se désorganiser un proche devenu inapte à décider pour lui-même, malgré toute la lourdeur des démarches pour démontrer cette inaptitude. Dans un tel cas, d'ailleurs, il importe d'aller chercher du soutien. Comme pour les autres aspects où offrir notre aide est plus difficile. Des amis, d'autres membres de la famille ou encore des services communautaires ou des résidences spécialisées peuvent prendre le relais et apporter à leur tour

du soutien à la personne atteinte. Tout prendre sur ses épaules peut mener au ressentiment et à l'épuisement. En laissant à la personne atteinte la responsabilité des décisions et actions qui la concernent, dans la mesure de ses capacités, et en mettant en place autour d'elle un réseau d'aide, l'aidant s'en trouve soulagé et peut se concentrer à apporter un soutien de qualité à la personne qu'il accompagne. 

Proche en tout temps est un projet financé par L'Appui Mauricie et développé par Le Gyroscope en partenariat étroit avec Le Périscope. Ces deux organismes œuvrent pour les familles et les proches des personnes vivant avec une problématique en santé mentale.

Pour information:
info@procheentouttemps.org



POUR LES PROCHES AIDANTS D'ÂINÉS

L'APPUI

MAURICIE

Vous êtes là pour eux, nous sommes là pour vous.



Le Gyroscope
du Bassin de Maskinongé Inc.



Le Périscope



Selon Nicole Bordeleau, lâcher prise nous demande de voir les choses telles qu'elles sont et non pas telles qu'on voudrait qu'elles soient.

La Gazette de la Mauricie en collaboration avec l'Appui Mauricie vous présente le projet *L'Art au service des proches aidants*. Dans chacune de nos parutions jusqu'en juin 2019, nous diffuserons une page du livre d'art *Histoires Alzheimer* qui regroupe 8 œuvres d'artistes de la région illustrant des anecdotes de proches aidants reliées à la maladie d'Alzheimer ou aux maladies apparentées. Ce projet a pour but d'alléger le quotidien des proches qui vivent avec une personne atteinte d'une maladie neuro-dégénérative et de sensibiliser la population à cette réalité. Vous pouvez vous procurer ce livre d'art au coût de 15\$ au bureau de la Gazette.

Gisèle a un chat, Hector. Elle a l'habitude d'attacher des ficelles au bout de ses doigts, pour se souvenir des choses qu'elle ne doit pas oublier. Nourrir le chat par exemple. Aujourd'hui, Gisèle a tellement de ficelles qu'elle ne sait plus pourquoi elle les attache...

Hector a faim lui.





Isabelle Gauvin

LES SUGGESTIONS DE NOS LIBRAIRES



AUDREY MARTEL, LIBRAIRE ET COPROPRIÉTAIRE, LIBRAIRIE L'EXÈDRE



CHER DONALD TRUMP
Sophie Siers et Anne Villeneuve, les 400 coups

Cet album jeunesse, fruit d’une collaboration entre une auteure néo-zélandaise et l’illustratrice québécoise Anne Villeneuve, est idéal pour aborder un sujet d’actualité avec les enfants. Le petit Sam en a ras-le-bol de partager sa chambre avec son frère, qui ne respecte pas les règles et empiète sans cesse sur son espace. Il entame donc une correspondance avec le controversé président américain afin de lui partager sa volonté de construire un mur dans sa chambre. Ce récit tout simple illustre sans jugement l’idée qu’un conflit peut se résoudre grâce à la tolérance, et qu’il y a des avantages certains au vivre-ensemble. Une lecture à partager, dès 5 ans.



LA PETITE RUSSIE
Francis Desharnais, éditions Pow Pow

C’est l’expérience originale et utopique du développement de la communauté de Guyenne dans le nord de l’Abitibi que l’on découvre dans cette BD créée par Francis Desharnais. Se côtoient de magnifiques planches (attardez-vous sur cette double-page où l’on voit une aurore boréale dominant le village !) et des cases au dessin simple et évocateur. C’est à la fin des années 1940 qu’une petite communauté de colons a l’idée de se regrouper en coopérative afin de faciliter l’installation d’un village sur ces terres du nord. Le village, en apparence égalitaire, connaîtra toutefois son lot de contraintes surtout lorsque les femmes voudront elles aussi avoir leur mot à dire. Fascinant !



MANUEL DE LA VIE SAUVAGE
Jean-Philippe Baril Guérard, Ta mère.

Dans ce troisième roman, Jean-Philippe Baril Guérard confirme encore une fois son talent pour créer des narrateurs « haïssables » mais ô combien captivants. Après le succès de son précédent roman *Royal* (lauréat du prix des collégiens en 2017), l’auteur et comédien originaire de Plessisville s’attaque au phénomène des startups - ces entreprises innovantes, au fort potentiel de croissance, pourtant souvent vouées à l’échec - en mettant en scène un jeune entrepreneur qui narre le récit de ses réussites. Un texte jouissif mené par une langue crue et pertinente.



LIBRAIRIE

L'Exèdre, librairie
910, boul. St-Maurice
Trois-Rivières
Tél. : 373-0202
www.exedre.ca

EXPRESSION libre

La Gazette de la Mauricie souhaite à sa manière soutenir la relève artistique en offrant un espace d’expression libre dans ses pages culturelles. Ce mois-ci, La Gazette présente une œuvre de Mélanie Viau.

La couleur du vide

*La couleur du vide
me pétrifie*

*Je suis une
blessure du bruit*

*Les branches sont
des visages*

*Les cassures des
sursauts sous la peau*

*Les pierres le rappel
furtif d’un regard brisé*

*Les insectes des
angoisses atteintes
de métaphores subites*

*Immense réservoir terrestre
d’analogies*

*Mes brindilles de souvenirs
d’enfance*

-Mélanie Viau



**PROCHAINEMENT EN SPECTACLE
AU SALON WABASSO DU TROU DU DIABLE**
TROUDUDIABLE.COM/EVENEMENTS

01 NOVEMBRE 2018
GUERRILLA POUBELLE
+ LOST LOVE + WE TOLD YOU SO

03 NOVEMBRE 2018
LOUD **COMPLET**
+ DAVID LEE

09 NOVEMBRE 2018
SAM TUCKER
+ COLIN MOORE

16 NOVEMBRE 2018
SEBA & HORG
+ SAM FAYE ET D-TRACK

17 NOVEMBRE 2018
BARF
+ DIZZYGOTH + STRIGAMPIRE

30 NOVEMBRE 2018
LISA LEBLANC **COMPLET**
+ LAURA SAUVAGE

21 DÉCEMBRE 2018
FLOATING WIDGET
+ VALÉRY VAUGHN + DAZE

29 DÉCEMBRE 2018
LES FRÈRES LEMAY & CAROTTÉ

**CHEZ NOUS, ON ÉLÈVE LA BIÈRE, ON CULTIVE
DE LA LEVURE ET ON PRODUIT DE LA CULTURE !**

LE TROUDUDIABLE

**MICROBRASSERIE
BOUTIQUE • SALON**
300 - 1250, AV. DE LA STATION, SHAWINIGAN

**FORAITS SOUPER +
HÉBERGEMENT**
TROUDUDIABLE.COM/TOURISME



LE TROUDUDIABLE
BROUE PUB ET RESTAURANT
412, AV. WILLOW, SHAWINIGAN / 819 537-9151



LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

La tomate

UN CONCENTRÉ DE MONDIALISATION

La tomate, on en consomme littéralement à toutes les sauces, et dans de nombreux plats. Représentant un pactole mondial de 10 milliards de dollars, on estime la consommation mondiale à 5 kg par an et par personne. Pour arriver dans notre assiette, ou dans notre placard de conserves, la tomate a pourtant parfois fait plusieurs fois le tour de la planète. Au gré de l'accélération des échanges mondiaux, la tomate est devenue une matière première comme une autre. À tel point que cet « or rouge » incarne désormais les dérives de la mondialisation.

Fordisme ou Heinzisme?



SAVIEZ-VOUS QUE HEINZ A INVENTÉ LE TRAVAIL AUTOMATISÉ AVANT FORD?

Dès 1897, l'entreprise Heinz, connue à travers le monde pour son ketchup, recourait déjà à des lignes de production automatisées. Pourtant, c'est bien Ford qui a marqué les esprits en lançant cette méthode de production pour la construction et l'assemblage de ses voitures en... 1908!

LA TOMATE PERD LA BOULE



L'industrie de la tomate, c'est une production automatisée et intensive qui fonctionne jour et nuit pour que les rendements soient les plus élevés possibles. Les plans sont arrachés par des tracteurs, les bonnes tomates sont triées par une machine et sont envoyées dans un camion benne. Les tomates non conformes sont rejetées par terre. Avec ce procédé la Morning Star Company transforme **2500 tonnes de tomates par heure**, 7 jours sur 7, 100 jours par année.



DES OUVRIERS AGRICOLES EXPLOITÉS

Dans le sud de l'Italie, qui réalise 77% des exportations mondiales de tomates en conserve, 30 000 ouvriers qui viennent surtout d'Afrique sont embauchés chaque année dont seulement 2000 sont déclarés. Ces ouvriers vivent dans des ghettos **sans eau courante** pour un salaire d'environ 25€ par jour en plus de devoir payer leur nourriture et leur transport à l'employeur. En Chine, le régime fait travailler **des milliers de prisonniers.e.s des camps de travaux** (les Laogai), dans l'industrie de la tomate. On estime qu'environ 66 000 personnes meurent chaque année au travail dans ce pays.



UNE PRODUCTION CONCENTRÉE DE CONCENTRÉ DE TOMATES



Plus de la moitié de la production mondiale de tomates destinées à la transformation industrielle est réalisée par **5 pays**. À elle seule, l'entreprise américaine Morning Star Company représente 12% de la production de concentrés de tomates mondial, avec seulement 400 employé-e-s et 3 usines... Face à une concurrence internationale féroce, les entreprises locales ne sont plus rentables et doivent fermer leurs portes, comme ce fut le cas de l'usine de production ontarienne de Heinz, qui a fermé en 2014, mettant au chômage 700 personnes.



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

AFFICHEZ CES PAGES

La compréhension, c'est contagieux!

Suivez-nous sur
facebook

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

DES INÉGALITÉS ENTRE LES PAYS DU NORD ET DU SUD



En 2015, encore plus de 700 millions de personnes disposaient de moins de 1,90\$ par jour. Mais ces inégalités concernent également l'accès à des services de base et aux ressources. Profitant de contrôles douaniers plus souples, l'industrie de la tomate envoie dans les pays les moins développés les produits rejetés par les autres pays, car jugés impropres à la consommation ou périmés.



LA TOMATE GRUGE L'ENVIRONNEMENT

En Californie, il faut plus de 400 litres d'eau pour produire un kilo de pâte de tomates. Dans certaines régions italiennes, la culture de la tomate assume à **89% l'impact total de la dégradation de la couche d'ozone** et elle contribue à hauteur de 11% à l'épuisement des ressources en eau du pays. L'agriculture intensive de la tomate a aussi pour conséquence d'acidifier les sols ce qui les rend infertiles. Les emballages représentent également un grand danger pour l'environnement : chaque année, c'est plus de **12 milliards d'emballages** qui sont utilisés pour conditionner les produits de la tomate.

CHIFFRE DU MOIS:

En 2015, le Canada exportait pour
10 370 104 000 \$ de tomates
tandis qu'il en importait...
9 976 442\$!



Comment agir?

S'informer sur les accords
de libre-échange.

Manger local en privilégiant les circuits
courts, les productrices et producteurs
locaux et les commerces de proximité.



Pour en savoir plus



Jean-Baptiste
MALET,
*L'empire de
l'or rouge.
Enquête
mondiale sur
la tomate
d'industrie,*
Payard,
Paris, 2017.

Consulter nos « Grands enjeux » en visitant
la section « Publications » de notre site Internet

www.cs3r.org

Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?

Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598

À qui profitent vraiment les accords de libre-échange?

On a tous assisté, un peu impuissants, au psychodrame collectif entourant la conclusion des négociations Canada-États-Unis pour le renouvellement de l'ALENA. Une négociation entourée du plus grand secret quant aux termes des discussions et qui a résulté en une grande déception au Québec. Des tractations longues et pénibles qui, selon l'organisme ATTAC-Québec, se sont soldées par des demi-victoires et d'importantes défaites.

JEAN-CLAUDE LANDRY
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

Le libre-échange, pourtant soutenu par les théories économiques à la mode, ne peut qu'être bénéfique pour les économies nationales. Mais alors pourquoi consacre-t-on tant d'énergie à signer des accords de libre-échange sans cesse plus contraignants, alors que cela devrait aller de soi? Et pourquoi leur impact réel sur la qualité de vie des populations suscite-t-il tant de questionnements et de controverses?

Concernant le Canada et le Québec, une étude rendue publique par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques et faisant le bilan provisoire de l'ALENA après plus de 24 ans de libre échange Canada-États-Unis-Mexique concluait de façon un peu déprimante que « l'ALÉNA semble être à la source d'une désindustrialisation, et les salaires des travailleurs et des travailleuses n'ont guère augmenté pendant cette période. » Les responsables de l'étude ajoutaient « ... l'ALÉNA comprend diverses clauses qui réduisent la souveraineté nationale, [...] qui limitent les options de l'État en termes de politique industrielle. »

Au Mexique, le verdict à l'égard de cet accord commercial est sans appel. L'ALENA a profondément déstructuré l'agriculture mexicaine. L'importation massive de denrées alimentaires fortement subventionnées en provenance des États-Unis a gravement appauvri les populations paysannes et autochtones et causé préjudice irréparable à leur mode de vie.

Forcés d'abandonner leurs terres, laissées en jachère ou accaparées par l'industrie minière étrangère, les gens des campagnes sont devenus une main d'œuvre de misère pour les firmes américaines, japonaises, coréennes, européennes fabricantes de produits high-tech pour la grande industrie automobile ou électronique dans les maquiladoras.

Ces zones industrielles axées sur l'assemblage de produits destinés à l'exportation sont situées à proximité de la frontière du voisin États-Unis. Pour le plus grand bénéfice des entreprises à qui le gouvernement mexicain consent d'importants avantages économiques comme



Au Mexique, les gens des campagnes sont forcés d'abandonner leurs terres accaparées par les industries minières étrangères. Ces populations rurales se trouvent obligées de travailler dans les maquiladoras, devenant ainsi une main-d'œuvre de misère au service de firmes étrangères.

l'exonération de pratiquement toutes formes de taxes, le libre rapatriement des capitaux et des bénéfices. Alors qu'elles profitent pleinement de la proximité géographique de la frontière américaine pour faire de précieuses économies sur les coûts de transport.

Alors que 85% du riz consommé au Mexique était d'origine nationale avant l'ALENA, après plus de vingt ans de libre-échange avec le Canada et les États-Unis ce sont 90 % de la consommation nationale de riz qui sont importés de l'étranger. Un renversement qui a rendu très vulnérable le peuple mexicain au plan de sa souveraineté alimentaire.

Les griefs sont nombreux : inégalités des conditions de travail et des salaires, dumping de produits américains, priorisation des investissements étrangers qui détruisent l'économie locale et ont campé le Mexique dans un rôle de fournisseurs de matières premières, crise des droits humains. Les reculs subis par la

population mexicaine sont majeurs et avérés. Les plus récentes statistiques nationales du Mexique indiquent que le taux de pauvreté est passé de 52,4% avant la signature de l'ALENA à 55,1% vingt ans plus tard. Les salaires, eux, n'ont progressé que d'un maigre 4,1% en 21 ans, si l'on tient compte de l'inflation.

À la lumière du choc vécu par la population mexicaine et du bilan en demi-teinte de l'impact de l'ALENA ici, une question se pose : à qui profite réellement la

libéralisation du commerce et la signature d'ententes à ce point contraignantes qu'elles limitent à l'occasion l'action souveraine des États signataires? En signant de tels accords les gouvernements travaillent-ils réellement au bénéfice du bien commun? Ou sont-ils d'abord au service de secteurs économiques politiquement influents comme les grandes banques internationales, les sociétés pharmaceutiques, l'industrie pétrolière et les grandes entreprises multinationales pour n'en nommer que quelques-uns? 9

POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG
WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM



10 • LA GAZETTE DE LA MAURICIE

103-1
YANICK ET BILLIE-LOU
LE RÉVEILLE-MATIN
LUNDI AU VENDREDI - 6 h 00

FAITES CONFIANCE À L'ÉQUIPE DE GROUPE RCM POUR UN SERVICE RAPIDE, EN PLUS D'UNE DESTRUCTION EN TOUTE SÉCURITÉ.

GROUPE
rcm
COLLECTE, TRI
ET DÉCHIQUETAGE

2390, rue Louis-Allyson,
Trois-Rivières.

819 693-6463
www.groupercm.com

L'humain au cœur des transactions marchandes

RÉAL BOISVERT

On entend de plus en plus de voix affirmer que le mode de production alimentaire dominant menace l'avenir de la planète. Il est facile de s'en convaincre. L'élevage à grande échelle, le développement croissant des pâturages pour nourrir les animaux et autres monocultures industrielles de masse vont de pair avec la déforestation, l'extinction d'espèces naturelles et l'augmentation incessante de la charge des hydrocarbures nécessaires au transport de la nourriture. L'économie de marché dans sa version la plus délétère quoi! À telle enseigne qu'on se demande si cette façon de s'alimenter n'est pas la cause principale du dérèglement climatique et du réchauffement des températures terrestres.

À l'instar d'une partie grandissante de la population la *Gazette de la Mauricie* n'en pense pas moins que l'alimentation et l'économie sont compatibles avec le respect de l'environnement. L'idée de base de ce dossier revient donc à démontrer que consommer des produits alimentaires d'ici est un choix social, économique et environnemental intelligent!

Ainsi, le fait de miser sur l'économie sociale notamment peut contribuer à l'humanisation des rapports marchands, cela en mettant en contact

le producteur et le consommateur. Ce qui permet à ce dernier de savoir dans quelles conditions sont produits ses achats, donc d'avoir une meilleure traçabilité de ce qu'il consomme.

Au plan environnemental, une production à échelle humaine permet de réduire les grandes distances que parcourent les aliments (Chine, Mexique, Californie, etc.) et d'éliminer les pesticides, OGM et autres produits potentiellement toxiques à la santé humaine, animale et végétale.

De plus, au plan économique, ce choix peut permettre d'assurer la croissance sinon la survie de petites entreprises locales, qu'elles soient familiales, d'économie sociale ou autres formes entrepreneuriales. Tout ça sans oublier que l'achat de produits de proximité contribue au développement régional en raison de ses retombées sur la vitalité économique de nos communautés. Et ne négligeons pas l'émergence de nouvelles entreprises collectives en réponse aux dictats consuméristes mondialisés.

Tout un programme pour l'avènement d'un monde meilleur... Place à nos rédactrices et à nos rédacteurs !



· SAVOIR-FAIRE · FIERTÉ ·

· PARTAGE ·

COOPÉRATIVE

Nous brassons des bières de soif au caractère punché ainsi que des bières d'assises forgées au cœur de l'histoire ouvrière de notre région.

Nous croyons qu'il existe une bière propice pour chaque moment et que le plaisir de la dégustation réside dans sa qualité autant que dans celle des gens avec qui on la partage.

1465, rue Notre-Dame Centre, Trois-Rivières | 819 694-4484

LE TEMPS D'UNE PINTÉ

LE TEMPS D'UNE PINTÉ

LE TEMPS D'UNE PINTÉ

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 11

L'économie sociale et l'agroalimentaire : la rencontre des possibles

« Du secteur manufacturier à la technologie de l'information en passant par les médias ou encore l'agroalimentaire, l'économie sociale québécoise se décline en 20 secteurs économiques différents. On y compte 7000 entreprises, coopératives et OBNL qui comptabilisent plus de 150 000 emplois. L'économie sociale au Québec génère plus de 17 milliards de dollars annuellement, ce qui équivaut à presque 8% du PIB de la province québécoise » (Chantier de l'économie sociale, 2013).

ÉLISE-LAURENCE PAUZÉ-GUAY

COORDONNATRICE À L'INNOVATION SOCIALE- PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE MAURICIE

Plus qu'un mouvement émergent, l'économie sociale est un puissant moteur économique qui permet un développement et une revitalisation des territoires, ancrés dans les réalités humaines et sociales des milieux. Plus largement, l'économie sociale est un moyen pour appréhender autrement les enjeux sociaux, en marge des propositions capitalistes qui, sur certains dossiers, prouvent leurs inefficiences. Plus encore, elle est un espace de développement qui s'enracine dans la mobilisation et la délibération citoyenne et dans un système d'innovation sociale. Manger, produire, construire une relation entre la terre et le citoyen... Et si tout ça pouvait se vivre dans une économie plus humaine ?

Les préoccupations à l'égard de l'occupation des territoires prennent une place, plus ou moins prioritaire, sur les échiquiers politiques. Parfois occultés dans les réflexions, les milieux ruraux et les régions doivent se prendre en main pour éviter les masses d'exode et la dévitalisation des milieux. L'économie sociale, par la prise en charge de ses fondements par les citoyens, est souvent particulièrement bien positionnée pour répondre aux besoins des occupants du territoire. Ses entreprises sont porteuses d'une logique et d'une vision de développement différentes, ancrées dans les besoins des communautés et qui intègrent davantage les préoccupations économiques, sociales, politiques, culturelles, environnementales et ce, selon une perspective de développement durable. Des modèles probants de mutualisation, tels que les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et de mise en marché, comme les coopératives de solidarité de type marché public, sont quelques exemples de structures mises en place depuis des décennies pour soutenir la vitalité des territoires.

En parallèle, le Québec est actuellement le théâtre de l'émergence de formes



Les fermières de la coopérative La Charrette à l'œuvre dans les champs. Cette coopérative prône une agriculture durable et locale, en ayant à cœur la santé et le bien-être des collectivités et des écosystèmes.

novatrices de développement en agroalimentaire. Là encore, les entreprises qui sous-tendent ces nouvelles approches sont souvent sous forme de coopératives et d'OBNL, se définissent selon des valeurs sociales et solidaires et visent l'amélioration du bien-être collectif. Dans le livre *Demain le Québec*, on illustre cet élan comme suit : « Extraire, transformer, consommer, jeter. Notre modèle économique est un modèle de gaspillage, un non-sens sur une planète aux ressources limitées. Nous devons nous inspirer de la nature, où les résidus d'une espèce assurent les conditions de survie d'une autre, où tout est réutilisé dans un écosystème cohérent. C'est pourquoi une nouvelle vision d'économie circulaire émerge et se déploie partout dans le monde [...] Comme la nature, notre économie peut fonctionner comme une grande roue

qui tourne à l'infini. Il ne nous suffit que de l'imaginer pour en faire une réalité. » (pp. 50-51). Chez nous, en Mauricie, de nouvelles entreprises d'économie sociale émergent avec la volonté ferme de faire autrement. Nommons, en exemple, La Brouette- agriculture urbaine et écocitoyenneté, un organisme à but non lucratif qui œuvre au développement de l'agriculture urbaine et d'un mode de vie sain. Pensons également à la Coopérative La Charrette qui prône une agriculture durable et locale, en ayant à cœur la santé et le bien-être des collectivités et des écosystèmes. Aux quatre coins du territoire, des penseurs de demain développent des projets avec des propositions allant de l'alimentation à partir d'insectes, ou de glanage de champs en passant par l'utilisation du mycélium dans les nouvelles techniques d'emballage. Plus que

jamais, les populations se font partie prenante du changement et choisissent l'économie sociale pour le faire.

La création d'une relève et d'une pérennité pour les entreprises est cruciale. Nos collègues de Pôles d'économie sociale au Québec se sont établis comme des acteurs structurants de ces réflexions, notamment à travers la question de la relève agricole d'un point de vue féministe au Centre-du-Québec et d'une Génératrice d'innovation sociale en agroalimentaire à Laval. Du côté de la Mauricie, le Pôle d'économie sociale Mauricie a mis sur pied l'activité de co-création et le parcours d'expérimentation Lab04 pour créer plus d'impact social sur nos territoires. La prémisse est simple : on porte tous une partie de la réponse en nous. À nous de jouer !



TRAITEUR
SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT
DES COMPÉTENCES
SERVICE D'IMPLICATION
ET D'ÉCONOMIE SOCIALE

LES SERVICES
LE CHEVAL
SAUTOIR

lesserviceslechevalautoir@cogocable.ca | 819 378-5064

Les paniers biologiques : une économie alternative ?



En 1995, Équiterre proposait à une poignée d'agriculteurs de se regrouper afin d'offrir une alternative alimentaire aux familles des différentes régions du Québec : un panier de fruits et de légumes 100 % biologiques et locaux.

LOUIS-SERGE GILL

Le financement d'une telle entreprise repose sur un pari : les consommateurs acceptent de payer à l'avance avant même la période de semaison, une partie des fruits et légumes qu'ils recevront au moment des récoltes. Cela permet aux fermiers de famille de diminuer les risques et de s'assurer d'un certain niveau de ventes, en plus de permettre une planification de production optimale. Néanmoins, il faut souligner qu'en cas de saison difficile, le fermier est tenu de remplir ses obligations et de fournir les clients qui ont adhéré au concept en début de saison en trouvant différentes solutions d'approvisionnement ou de production alternatives. Toutefois, comme en témoigne l'histoire des Jardins Bio Campanipol, la richesse de ces entreprises ne reposent pas seulement sur des décisions économiques.

ÊTRE FERMIER DE FAMILLE : UN LONG PARCOURS

Cette année marque la 27^e saison de paniers d'été livrés par la ferme Campanipol de Sainte-Geneviève-de-Batiscan. En 1992, avant même que le regroupement des fermiers de famille d'Équiterre se profile à l'horizon, Robert St-Arnaud et Danielle Lefebvre décident de mettre en marché des paniers de fruits et légumes biologiques. À cette époque, nous rappelle Florence Lefebvre-St-Arnaud, qui est aujourd'hui actionnaire à parts égales avec ses parents et ses deux frères, « convaincre le consommateur que, moyennant 300 \$, il recevrait ses produits trois mois plus tard n'était pas une mince tâche ».

Plus que les motivations économiques, ce sont des valeurs personnelles qui ont imposé le choix de ce modèle de production et de distribution pour cette ferme. En somme, faire connaître et rendre accessibles des produits frais et biologiques guident encore les plans de développement de l'entreprise. On mise notamment sur l'implication des

clients dans le processus de production : même si les principaux artisans des Jardins Bio Campanipol ne se rendent pas directement aux divers points de livraison, Florence Lefebvre-St-Arnaud affirme que le contact se maintient par des échanges fréquents et continus, tout au long de la saison, afin que les abonnés puissent suivre l'évolution de ce qui, ultimement, n'est ni plus ni moins que leur part des récoltes. Par exemple, chaque semaine, le blogue de l'entreprise suggère de nouvelles manières de cuisiner les aliments offerts et fait le point sur l'état des travaux à la ferme.

L'objectif principal est que les partenaires « se sentent comme chez eux », insiste Florence Lefebvre-St-Arnaud. Avec les quelques centaines de paniers livrés hebdomadairement durant les 20 semaines de la saison estivale, la vitalité de l'entreprise repose sur sa capacité à diversifier ses activités et sur sa capacité d'innovation : kiosque à la ferme ouvert jusqu'au 15 décembre et projet-pilote de paniers d'hiver avec une trentaine d'abonnés sont des avenues de développement envisagées par l'équipe des Jardins Bio Campanipol.

En ce mois de l'économie sociale, le modèle de ces fermiers de famille est d'autant plus intéressant qu'il sollicite des partenariats avec d'autres entreprises régionales : les Jardins Barry de Sainte-Anne-de-la-Pérade, la ferme La berceuse de Wickham, la bleuetière Champs de Rêve de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, la ferme-école du Cégep de Victoriaville, la ferme La Chouette Lapone de Saint-Séverin-de-Proulxville, pour ne nommer que celles-là. Si on ne peut que souhaiter la pérennité de cette entreprise, qui allie à la fois saine alimentation, valeurs pédagogiques et choix environnementaux conséquents, il est bon d'espérer une accessibilité accrue pour les consommateurs qui soit supportée par les différents paliers de gouvernements.



En 1992, avant même que le regroupement des fermiers de famille d'Équiterre se profile à l'horizon, Robert St-Arnaud et Danielle Lefebvre fondent les Jardins Bio Campanipol et décident de mettre en marché des paniers de fruits et légumes biologiques. Sur la photo : La famille Lefebvre-St-Arnaud.



ENTREPRISE D'ÉCONOMIE SOCIALE?

ACCOMPAGNEMENT SANS FRAIS

Prédémarrage
Démarrage
Développement
Finance
Marketing

info@cdectr.ca
819 373 1473, poste 4
cdectr.ca

CDI C
de Trois-Rivières
Corporation de développement
économique communautaire



Des saveurs d'ailleurs avec des aliments d'ici!

Découvrez nos Ramen Bangkok, Ramen tokinoises et notre Buddha bol

920, boulevard du Saint-Maurice
819 376-2122
*Entreprise d'économie sociale

Le Bucafin

La Brouette : cultiver le changement

Depuis quelques années, la population est beaucoup plus conscientisée quant à l’importance de protéger l’environnement ; ici et là, on traite de développement durable, de gestes écoresponsables et de changement climatique. Toutefois, on a trop souvent l’impression que cette réalité est bien éloignée de la nôtre.

LAURA LAFRANCE

On en parle énormément, mais on agit trop peu. On regarde la tempête arriver sans daigner passer à l’action. Cependant, ce n’est pas par paresse, mais plutôt par manque de ressources et d’éducation. En effet, nombreux sont ceux qui se sentent impuissants face aux enjeux environnementaux du 21^e siècle. Plusieurs voudraient aider, mais ignorent comment procéder. C’est pourquoi de plus en plus d’entreprises et d’organismes locaux ont pour mission d’aider les gens à diminuer petit à petit leur empreinte écologique. C’est le cas notamment de La Brouette.

Créée en 2017, La Brouette est un organisme à but non lucratif qui œuvre en Mauricie dans l’optique de promouvoir « l’agriculture urbaine et un mode de vie sain et écoresponsable ». Autrement dit, cet organisme souhaite offrir un monde plus vert aux citoyens d’aujourd’hui et de demain. Que ce soit en offrant des ateliers, des conférences ou des services d’accompagnement liés au jardinage, au compostage ou à la réduction des déchets, l’équipe de La Brouette

prouve à tous et chacun qu’il n’est pas si difficile d’adopter dans le quotidien des habitudes de vie plus écologiques.

Fondée par Joëlle Carle et François Bernier, deux passionnés du jardinage, de l’agroalimentaire et d’un mode de vie Zéro déchet, La Brouette soutient les citoyens de la Mauricie, mais aussi ses commerces, institutions et entreprises. Grâce à ses nombreux projets, cet organisme réussit à sensibiliser la population sur les bienfaits de l’agriculture urbaine et d’un mode de vie écoresponsable, tout en lui proposant des ressources simples et accessibles pour lui faciliter la tâche.

En un an seulement, La Brouette a mis en place des projets qui ont connu une grande popularité : un projet de compostage collectif, des potagers dans une école secondaire et une résidence pour retraités, des ateliers dans un camp de jour et un guide de démarrage de potager, notamment. La Brouette se démarque grâce à ses démarches novatrices. Les nombreuses idées de l’organisme permettent à la Mauricie de devenir un peu plus écoresponsable chaque jour.



CRÉDITS : FRANÇOIS BERNIER

La Brouette a pour mission de développer et de promouvoir l’agriculture urbaine et un mode de vie sain et écoresponsable auprès des citoyens, organismes, institutions, entreprises et municipalités de la Mauricie.

Maintenant plus que jamais, notre société a besoin d’organismes comme La Brouette qui pensent d’abord et avant tout au bien-être des collectivités. C’est en changeant notre façon de vivre au niveau local qu’ultimement nous réussirons, en tant que civilisation, à transformer notre mode de vie de manière globale. Et c’est justement ce que fait La Brouette tous les jours ;

action après action, l’organisme a déjà réussi, en peu de temps, à avoir un effet positif sur notre communauté. Inspirons-nous de cette belle initiative pour, nous aussi, cultiver le changement à notre façon. La planète n’a plus le temps d’attendre : c’est maintenant à nous d’agir. Visitez le site www.labrouette.ca pour obtenir de plus amples informations. 📍

Manger uniquement local, est-ce vraiment possible ?

Faire le choix de privilégier des aliments locaux au quotidien présente de nombreux avantages, autant pour nous que pour notre collectivité. Ici en Mauricie, est-ce possible de se nourrir en s’approvisionnant uniquement auprès de nos agriculteurs régionaux ? La Gazette s’est penchée sur la question. Pour y répondre, nous nous sommes entretenus avec Christian Thivierge, coordonnateur de l’Entente sectorielle du Plan de développement de l’agriculture et de l’agroalimentaire de la Mauricie.

VIRGINIE LESSARD

En réponse à la question de la faisabilité de s’alimenter localement, il nous a répondu « oui » sur tous les points. Que ce soit pour la santé, le coût ou l’accessibilité, nous pouvons tous manger en nous appuyant uniquement sur des producteurs de la région. De plus, nous encourageons ainsi l’économie d’ici et nous réduisons notre empreinte écologique. Il suffit simplement de faire de bons choix et de s’organiser différemment. Se nourrir, c’est une nécessité, mais cela peut aussi être une source de plaisir infini. Monsieur Thivierge insiste sur le fait de voir l’approvisionnement chez son producteur comme une activité en soi plutôt que comme une tâche. Bien sûr, il faut un peu plus de temps que pour aller à l’épicerie à la course, mais cela est ô combien plus bénéfique. En effet, vous obtiendrez des légumes, des fruits, des œufs, de la viande et du pain d’une fraîcheur incomparable qui contiennent beaucoup moins de pesticides et d’OGM que ceux provenant de l’autre bout de la planète. En outre, vous serez en contact direct avec le

producteur, vous pourrez discuter avec lui de recettes, de vos préférences, etc. Vous réhumaniserez ainsi l’achat de vos produits et modifierez peu à peu votre relation avec la nourriture. « Quand on mange le canard de Monique, notre rapport à la volaille est différent, un respect plus grand envers le repas s’installe ! » ajoute monsieur Thivierge.

COMMENT FAIRE ?

La planification est sans doute la clé du succès de l’alimentation locale. Lors de l’achat des produits locaux, pensez à en acheter une plus grande quantité afin de faire une réserve, vous aurez ainsi à retourner moins souvent à la ferme et vous économiserez à l’échelle. Pour les familles, le plus simple est de souscrire aux paniers de légumes de saison que vous allez chercher à un point de livraison donné ou que vous recevez à la maison chaque semaine. Pensez aussi à acheter vos aliments dans les marchés publics, ces endroits regorgent de produits locaux et régionaux. Aussi, soyez vigilants à l’épicerie, lisez bien les étiquettes et n’hésitez pas à demander au gérant une sélection de produits régionaux plus grande. Bien sûr, devenir



CRÉDITS : DOMINIC BÉRUBÉ

L’offre de produits alimentaires locaux et sains est en croissance. Il devient de plus en plus facile de trouver de quoi faire un bon repas. Par exemple, en saison, tous les jeudis, la ferme La Chouette Lapone de Saint-Séverin-de-Proulxville tient un kiosque au Musée POP à Trois-Rivières.

locavore signifie également manger moins de produits transformés et cuisiner davantage. C’est l’occasion d’en faire une activité familiale : incluez les enfants dans l’élaboration des repas et préparez-en plus pour les goûters de la

semaine ! Christian Thivierge conclut : « Le défi de modifier notre façon de consommer, c’est actuellement nous qui devons le relever, mais si nous donnons l’exemple à nos enfants, ils en feront par la suite une pratique courante. »



S'ALIMENTER LOCALEMENT

Ajouter au rapport marchand un « zeste » d'humanité!

Tomates du Mexique, pommes d’Afrique du Sud, asperges du Pérou, champignons de Chine, fromage de Suisse, crevettes de Thaïlande, cornichons de l’Inde, laitue de la Californie, les circulaires des grandes bannières alimentaires regorgent de produits alimentaires provenant de partout dans le monde. Des aliments que nous produisons pourtant ici au Québec.

JEAN-CLAUDE LANDRY

Comment, par qui et dans quelles conditions sont produits ces aliments qui parcourent plusieurs milliers de kilomètres pour nous parvenir? Habituellement on l’ignore. Et quand on veut savoir... c’est un peu le parcours du combattant! Vaut mieux penser aux alternatives.

Les enquêtes d’opinion dénotent un intérêt croissant pour l’achat d’aliments produits localement et régionalement. La multiplication des marchés publics, des kiosques à la ferme, le développement de l’achat en ligne avec livraison en points de chute et la livraison à domicile de paniers bio ou encore l’autocueillette et l’agrotourisme en témoignent. Ce nouveau courant de consommation donne parfois l’occasion de rencontrer ceux et celles qui produisent ou transforment les aliments qui se retrouveront dans notre assiette et d’en savoir davantage sur le contenu de notre panier d’achat pour qui désire se renseigner sur le sujet.

À la satisfaction d’une plus grande assurance quant à la qualité des aliments achetés s’ajoute le plaisir du contact avec celui et celle à qui l’on doit cette appétissante tomate d’un rouge vif, cet onctueux fromage de chèvre, ces carottes goûteuses et quoi encore. Le rapport marchand est alors plus riche d’un petit « zeste » d’humanité selon le mot du grand humaniste qu’Albert Jacquard.

Certains voient dans leur choix de consommer localement un geste d’entraide, de solidarité pour les producteurs et transformateurs aux prises avec la concurrence des grands conglomérats et autres multinationales de la bouffe.

Un choix de consommation qui ne peut que donner des ailes à ceux et celles qui nous nourrissent et qui contribue à accroître leur confiance dans la réussite de leur entreprise, aussi petite et aussi locale soit-elle quand on les compare aux géants de l’alimentation que sont les Nestlé, Unilever et General Mills de ce monde.

On est ici bien loin du strict rapport marchand alors que les choix alimentaires prennent une dimension sociale voire même politique. « *Manger c’est voter* » affirme un slogan de l’organisme *Équiterre* qui soutient que nos choix alimentaires nous donnent le *pouvoir de voter trois fois en faveur de notre économie, de notre dynamisme collectif et de la protection de notre environnement*.

Et la beauté de la chose c’est que cette capacité de choisir et d’agir n’est plus confinée à la seule saison estivale comme on pourrait le croire. Il est aujourd’hui possible manger local pendant toute l’année. On peut le faire en s’approvisionnant auprès d’entreprises serricoles qui produisent 12 mois durant une grande variété de légumes. On peut le faire en fréquentant les marchés publics dont un

nombre croissant opèrent également à l’année longue. On peut même le faire en ligne où il est possible commander des produits du terroir, emballés sous vide ou surgelés, comme la viande, les poissons, petits fruits et autres aliments.

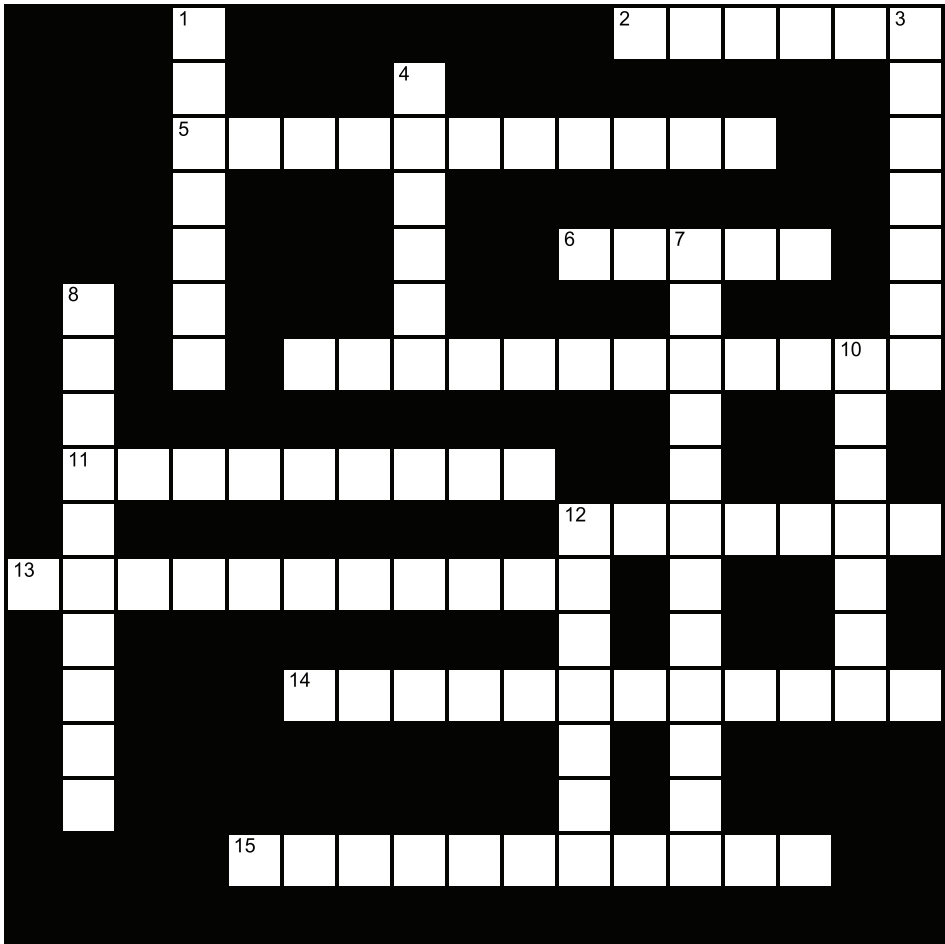
Le consommateur peut donc aujourd’hui faire en sorte que sa liste d’épicerie ait la valeur ajoutée d’une pratique citoyenne avisée et responsable. Un choix pertinent au plan alimentaire mais aussi au plan social et économique.



Certains voient dans leur choix de consommer localement un geste d'entraide, de solidarité pour les producteurs et transformateurs aux prises avec la concurrence des grands conglomérats et autres multinationales de la bouffe.

CRÉDITS: DOMINIC BÉRUBÉ

MOTS-CROISÉS



HORIZONTALEMENT

- 2- L'entreprise FAB 3R a installé vingt de celles-ci sur son site. (6)
- 5- Les fermiers de famille offrent des paniers de légumes de ce type. (11)
- 6- Qui concerne un lieu, une région, lui est particulier. Utilisée pour décrire une manière de consommer qui est plus respectueuse de l'environnement. (5)
- 9- Type de paiement qui pourrait éventuellement rendre l'argent liquide obsolète. (12)
- 11- Cette maladie est une affection du cerveau dite « neuro-dégénérative », c'est-à-dire qu'elle entraîne une disparition progressive des neurones. (9)
- 12- Pratique qui consiste à vendre sur les marchés extérieurs à des prix inférieurs à ceux du marché national. Les États-Unis emploie cette pratique avec plusieurs pays dont le Mexique. (7)
- 13- Le MuséoLAB en est un. (11)
- 14- Les CUMA en sont. (12)
- 15- Selon Marianne Cornu, il faut apprivoiser ce sentiment. (11)

VERTICALEMENT

- 1- Ce type d'agriculture est au cœur de l'action de La Brouette, un organisme à but non lucratif de Trois-Rivières. (7)
- 3- Type de mur installer à l'extérieur des bâtiments institutionnels, industriels ou commerciaux pour préchauffer l'air et ainsi améliorer l'efficacité énergétique desdits bâtiments. (7)
- 4- On estime la consommation mondiale de ce fruit à 5 kilogrammes par personne par année. (6)
- 7- Notre vivons dans une société de ce type. (12)
- 8- Celle-ci permet de prolonger la durée de vie des objets consommés et évite la production de déchets. (10)
- 10- L'entreprise FAB 3R en est une spécialiste. (7)
- 12- Marchandises destinées à la consommation, surtout alimentaire et dont le nom était autrefois utilisé pour décrire le premier marché public de Trois-Rivières. (7)

Solutions en page 2.

Programmation régionale des 22^e Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI)

à humanité **variable**
8 au 17 novembre 2018



JOURNÉES QUÉBÉCOISES
de la **SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**
jqsi.qc.ca

LUNDI 29 OCTOBRE

LANCEMENT DES JQSI

Conférence de presse pour le lancement de la 22^e édition des Journées québécoises de la solidarité internationale.

10 h 30 - Entrée libre
Place d'accueil de l'école secondaire Chavigny
65, Rue Chavigny, Trois-Rivières



JEUDI 1 NOVEMBRE



PREMIÈRE DU DOCUMENTAIRE PÉDAGOGUES DE L'ESPOIR

Une équipe d'éducatrices et d'éducateurs passionné-e-s s'implique dans des écoles de la Mauricie et du Centre-du-Québec pour éveiller les consciences sur les défis d'aujourd'hui et de demain pour tenter de changer le monde, une action à la fois. Une discussion avec la réalisatrice Pauline Voisard et les pédagogues suivra la projection.

19 h 30 - Admission gratuite pour les membres, 6 \$ non-membres
Ciné-Campus de Trois-Rivières
858, rue Lavolette, Trois-Rivières



MERCREDI 7 NOVEMBRE

CONFÉRENCE DE CLAUDE VAILLANCOURT: HOLLYWOOD ET LA POLITIQUE

Hollywood et la politique est un guide critique du cinéma étatsunien des années 1980 à aujourd'hui, illustré par de nombreux exemples, de V for Vendetta aux documentaires de Michael Moore, en passant par les blockbusters les plus significatifs.



19 h - Entrée Libre
Théâtre du Cégep de Trois-Rivières
3175, Boulevard Lavolette, Trois-Rivières



SAMEDI 10 NOVEMBRE

SOIRÉE SANS FRONTIÈRES

Soirée festive mettant en valeur les projets des stagiaires internationaux et les militant-e-s du Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Kiosques sur les projets de stages, prix à gagner, remise du prix Solidarité Brian-Barton et témoignages. Bouchées incluses, bière, vin et cocktails en vente sur place.



16 h à 19 h - 10 \$
Centre communautaire Des Ormeaux
300, rue Chapleau, Trois-Rivières

DIMANCHE 11 NOVEMBRE



CONFÉRENCE DE PHILIPPE DE GROSBOIS: LES BATAILLES D'INTERNET

Tandis que les technophiles exaltent les potentialités d'Internet, les technophobes ne cessent de nous mettre en garde contre la surveillance de masse et l'accaparement des données. Au-delà de ce clivage, quels sont les enjeux, les promesses et les menaces de l'ère numérique?



10 h30 - Entrée libre
Bibliothèque Gatién-Lapointe
1425, Place de l'Hôtel de Ville, Trois-Rivières

LUNDI 12 NOVEMBRE

CONFÉRENCE DE FRANÇOISE DAVID: L'ÉDUCATION AU SERVICE DU BIEN COMMUN

L'éducation est un outil fondamental pour connaître et comprendre le monde. Pour critiquer ce qui doit l'être et construire une société plus juste et plus verte. L'éducation ouvre des portes, entre autres, pour occuper un emploi. Mais surtout elle prépare à l'action citoyenne.



19 h - Contribution suggérée 5 \$
Musée POP, 200, rue Lavolette, Trois-Rivières



PARTENAIRES

Québec



CAISSE.
D'ÉCONOMIE.
SOLIDAIRE.



UNE INITIATIVE DU
COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES
WWW.CS3R.ORG
819 373-2598

Ces activités ont lieu dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale grâce à l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec. Ces événements sont coordonnés au Québec par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

Pour toutes questions relatives à la programmation : **annabelle.caron@cs3r.org, 819 373-2598, poste 304**